

Octobre-Décembre 2016

LE FIL

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE



J'ACCUEILLE!

Écrire pour les droits

Vos mots peuvent changer les choses et donner de l'espoir

Exigeons la justice

La pire fusillade policière en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid

Prisons syriennes

Mettons fin à la torture des détenus en Syrie

AMNESTY
INTERNATIONAL



LE FIL

est le magazine mondial d'Amnesty. Publié chaque trimestre, il vise à informer et à donner à chacun-e les moyens et l'envie de faire de la lutte contre l'injustice une affaire personnelle.

CONTACTEZ-NOUS



www.amnesty.org/fr/join



thewire@amnesty.org



+44 (0)20 7413 5500

PRENEZ PART À LA CONVERSATION



www.facebook.com/AmnestyGlobal



[@AmnestyOnline](https://twitter.com/AmnestyOnline)



www.amnesty.org/fr/wire-magazine

ABONNEZ-VOUS



wire.subscribe@amnesty.org

Recevez Le Fil tous les trois mois en anglais, en arabe, en espagnol ou en français (16 £ / 25 \$US / 19 € par an).

Publié par Editorial Studio, Amnesty International, Secrétariat International, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Tous droits de reproduction réservés.
Index : NWS 21/4978/2016 ISSN : 1472-443X.

Imprimé par Warners Midlands PLC, Lincolnshire, Royaume-Uni. Imprimé sur du papier 100 % recyclé.



Photo de couverture : Bahar Salaman, réfugiée yézidie de 91 ans venue d'Irak, vit avec sa famille au camp de réfugiés de Nea Kavala, en Grèce.
Juillet 2016 © Amnesty International (Photo : Richard Burton)

DANS CE NUMÉRO DU FIL

ARTICLES

6 J'accueille !

Pourquoi la solution à la crise mondiale des réfugiés commence avec ces mots



10 Messages de Grèce

« Nos rêves sont brisés »

Un appel à l'aide pour 60 000 réfugiés et migrants bloqués en Grèce



12 Écrivez comme si des vies en dépendaient

Vos mots peuvent faire changer les choses

20 Témoignages de Marikana

La campagne pour la justice en Afrique du Sud

24 « Cela vous détruit »

La torture des détenus en Syrie

RUBRIQUES

2 Amnesty dans le monde

4 En chiffres

4 En coulisses

5 Calendrier et éditorial

28 Entretien-minute



AMNESTY DANS LE MONDE



3 FIN DES POURSUITES CONTRE UN AVOCAT

En juillet, un tribunal de la province angolaise de Cabinda a refusé de poursuivre Arão Bula Tempo, avocat spécialiste des droits humains, invoquant l'insuffisance de preuve. « Bien que Cabinda continue d'être le théâtre de persécutions et de violations des droits humains, je remercie du fond du cœur toutes les personnes qui ont contribué à ma libération de quelque manière que ce soit. Je continuerai à défendre les droits humains. Je suis extrêmement reconnaissant envers Amnesty pour son travail, » a-t-il déclaré.

<http://bit.ly/2dblrg3>

1 LIBÉRATION DE BELÉN

Bonne nouvelle pour les droits humains en Argentine avec la libération, le 18 août, d'une femme condamnée à huit ans de prison après une fausse couche. La Cour suprême de Tucumán a déclaré que les motifs étaient insuffisants pour maintenir Belén, 27 ans, en détention provisoire. En juillet, Amnesty avait remis aux autorités locales une pétition ayant recueilli plus de 120 000 signatures du monde entier et réclamant la libération de Belén. « Il faut maintenant que les charges retenues contre elle soient abandonnées. Belén n'aurait jamais dû être placée derrière les barreaux : faire une fausse couche n'est pas un crime », a déclaré Mariela Belski, directrice exécutive d'AI Argentine.

<http://bit.ly/2dP9g7B>



2 LA JUSTICE TRIOMPHE

Le militant écologiste et prisonnier d'opinion mexicain Ildefonso Zamora Baldomero a été libéré le 12 août, après neuf mois d'un emprisonnement injuste. Pour Amnesty, son arrestation et les charges retenues contre lui (qui reposent sur de fausses preuves) s'inscrivent dans une série de menaces et d'actes de harcèlement liés à ses campagnes pacifiques contre l'exploitation forestière illégale. En 2007, l'un de ses fils a été tué et un autre blessé au cours d'une agression qui n'a fait l'objet d'aucune enquête. Amnesty demande aux autorités d'empêcher toute nouvelle tentative visant à harceler Ildefonso Zamora ou sa famille en raison de son travail. <http://bit.ly/2ez4HAM>



« Mes sincères remerciements à toutes les personnes d'Amnesty International dans le monde. Je n'ai pas les mots pour vous dire combien je vous remercie. »

Ildefonso Zamora

4 INSTRUMENTS DE TORTURE : FIN DES VIDES JURIDIQUES

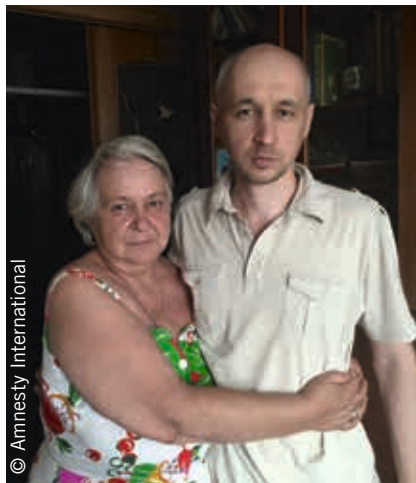
En Union européenne, la vente, le courtage et la promotion d'équipements pouvant être utilisés à des fins de torture, de mauvais traitements ou d'exécutions sont désormais plus restreints. Le 4 octobre, le Parlement de l'UE a adopté un texte comblant les

lacunes de la réglementation européenne en la matière. Ce texte, juridiquement contraignant pour les États membres, représente une grande victoire après des années de campagne de la part d'Amnesty et de la fondation Omega.

5 LIBÉRÉS DE DÉTENTION SECRÈTE

Dmytro Koroliou figurait parmi au moins 13 personnes libérées de détention secrète entre le 25 juillet et le 2 août, à la suite d'un rapport conjoint d'Amnesty et de Human Rights Watch dénonçant le recours à la torture et à la détention secrète par les autorités ukrainiennes et les séparatistes pro-russes. Cinq autres personnes sont toujours détenues au même endroit.

<http://bit.ly/2e71LYk>



© Amnesty International

6 EMPRISONNÉ POUR UN BLOG

Le prisonnier d'opinion Saeed Jaddad, 50 ans, a été libéré le 26 août après avoir purgé 9 des 12 mois de prison auxquels il avait été condamné, au titre de la loi relative à la cybercriminalité d'Oman, pour avoir écrit un blog. Arrêté chez lui en décembre 2014, cet homme d'affaires et militant des droits humains avait été interrogé plusieurs jours durant sans pouvoir contacter sa famille ou un avocat.

<http://bit.ly/2dpbATf>

7 TEXAS : SURSIS POUR JEFFREY WOOD

La cour d'appel pénale du Texas a accordé un sursis à Jeffrey Wood six jours avant son exécution, prévue pour le 24 août. Cet homme a été condamné à mort en 1998 pour un meurtre commis lors du braquage d'une épicerie deux ans plus tôt. Au moment du crime, il se trouvait à bord d'une camionnette devant le magasin. Selon ses avocats, sa condamnation repose sur des éléments scientifiques erronés.

<http://bit.ly/2dPwpXu>

8 UN JOURNALISTE LIBÉRÉ

Au Bangladesh, les autorités ont pris plusieurs fois pour cible Shafik Rehman, 81 ans, en raison de son travail de journaliste. Ce rédacteur en chef a passé quatre mois derrière les barreaux, dont des périodes à l'isolement, sans inculpation. Des soins médicaux lui ont été refusés, bien qu'il souffre de diabète et de troubles cardiaques. Il a été libéré sous caution le 6 septembre, pour trois mois seulement. Amnesty suit cette affaire de près.

<http://bit.ly/2d8Hcm8>



© AFP/Getty Images

9 DE L'ESPOIR POUR GHINA, 10 ANS

À la suite des pressions internationales exercées par Amnesty et d'autres acteurs, une syrienne de 10 ans grièvement blessée a été évacuée le 13 août de la ville de Madaya pour être opérée d'urgence. Sortie acheter des médicaments pour sa mère, Ghina Ahmad Wadi avait été blessée par un tireur embusqué à un poste de contrôle des forces gouvernementales syriennes. À Madaya, beaucoup de civils ont besoin de soins médicaux de toute urgence.

<http://bit.ly/2ezWNXP>



© DR

LA CAMPAGNE *ÉCRIRE POUR LES DROITS EN CHIFFRES*

+ DE 3,7 MILLIONS

d'actions menées dans le monde en 2015 pour défendre les droits humains lors de notre marathon des lettres annuel.

5

personnes ont été libérées à la suite de vos appels pendant la campagne *Écrire pour les droits* 2015

+ DE 500 000

actions menées l'an dernier pour protéger les filles et les jeunes femmes burkinabè du mariage forcé

44

années de détention à l'isolement ont pris fin en 2016 pour l'américain Albert Woodfox, grâce à votre soutien

+ DE 200

pays et territoires ont vu des sympathisants d'Amnesty participer à la campagne *Écrire pour les droits*

POUR EN SAVOIR PLUS

Lisez l'article consacré à *Écrire pour les droits* 2016 en pages 12 à 19



© Amnesty International



© Max Sarvichau

EN COULISSES

NOMS DE CODES, ÉCOUTES ET ESPIONNAGE D'ÉTAT AU BÉLARUS



Minsk, Bélarus
Juin 2016

Joshua Franco, chercheur sur les technologies et les droits humains au sein d'Amnesty, explique comment la surveillance met en péril la liberté d'expression dans ce pays d'Europe de l'Est.

« Je pars du principe que tout ce que je dis entre quatre murs ou par téléphone et tout ce que j'écris dans des courriels parvient au KGB. »

Voilà ce qu'a déclaré un militant du Bélarus à propos de la surveillance au quotidien. En l'occurrence, le KGB désigne les services secrets du Bélarus.

Je m'étais rendu dans ce pays pour voir de mes yeux si la situation des droits humains s'était améliorée après la vaste répression visant les militants en 2010.

NOMS DE CODE ET ÉCOUTES

Des militants m'ont dit ne jamais évoquer les finances de leur organisation au téléphone, utiliser des noms de code pour les personnes et les lieux et soupçonner leur maison ou leurs locaux d'être sur écoute.

Ils ne peuvent pas parler dans les lieux publics. Même les cafés ne sont pas sûrs. Des responsables de l'opposition ont récemment découvert un dispositif d'écoute dans un porte-serviettes. Si beaucoup ont souri à la vue de cet engin d'une autre

époque, cela n'a fait que renforcer le sentiment qu'ont les militants de n'être nulle part à l'abri du regard de l'État.

Ils font donc comme si le KGB se trouvait constamment avec eux et doivent connaître les sujets dont ils peuvent débattre ouvertement. L'organisation d'actions publiques ou de manifestations se fait de manière sécurisée. Ils se rencontrent de préférence en personne et vont marcher à l'extérieur, sans téléphone mobile susceptible d'enregistrer leur localisation ou leur conversation.

Ainsi j'ai eu la preuve que la surveillance entraîne l'autocensure et met en péril la liberté d'expression. Comme le disait un militant : « Nous sommes au 21^e siècle, mais nous devons encore nous rencontrer face à face, comme dans les années 1990. »

POUR EN SAVOIR PLUS

Les recherches récentes d'Amnesty :
<http://bit.ly/2dphhR2>

La version longue de cet article :
<http://bit.ly/2eoH7aF>

DATES À NOTER EN 2016

10

NOVEMBRE

1995 : exécution au Nigeria de Ken Saro-Wiwa et de huit autres militants écologistes

13

NOVEMBRE

2010 : Aung San Suu Kyi est libérée au Myanmar

25

NOVEMBRE

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

1^{ER}

DÉCEMBRE

Journée mondiale de lutte contre le sida

2

DÉCEMBRE

Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage

2

DÉCEMBRE

1984 : catastrophe de Bhopal en Inde, 10 000 personnes meurent en trois jours

3

DÉCEMBRE

Journée internationale des personnes handicapées

2-16

DÉCEMBRE

Écrire pour les droits : campagne mondiale de rédaction de lettres d'Amnesty

10

DÉCEMBRE

Journée des droits de l'homme

16

DÉCEMBRE

Journée de la réconciliation en Afrique du Sud

18

DÉCEMBRE

Journée internationale des migrants

20

DÉCEMBRE

Journée internationale de la solidarité humaine

ÉDITORIAL

LE CHANGEMENT COMMENCE AVEC CES MOTS : J'ACCUEILLE !

Une bande de désert entre la Jordanie et la Syrie, connue sous le nom de « la berme », montre la nécessité de résoudre la crise mondiale des réfugiés. Là, plus de 75 000 hommes, femmes et enfants sont bloqués depuis près d'un an. Depuis que la Jordanie a scellé sa frontière avec la Syrie, ces réfugiés se trouvent dans un *no man's land*, hors d'atteinte des organisations humanitaires internationales.

Par une chaleur écrasante, ils luttent pour survivre. Leurs réserves d'eau et de nourriture s'amenuisent. Beaucoup sont malades, d'autres seraient déjà morts. Cette situation aurait pu être évitée si d'autres pays avaient pris l'initiative d'aider les plus de 500 000 réfugiés qui se trouvent en Jordanie.

Pendant ce temps, des diplomates à New York se chamaillent et rejettent une proposition modérée de l'ONU visant à partager la responsabilité de l'aide aux réfugiés et à réinstaller annuellement au moins un dixième des réfugiés les plus vulnérables à l'échelle mondiale.

Jamais la fermeture des frontières n'empêchera les réfugiés que j'ai rencontrés de chercher la sécurité, pour eux-mêmes et leur famille. Elle a pour seul effet de les forcer à prendre de plus grands risques et à affronter des situations pires encore.

Il faut que davantage de pays riches s'impliquent. Des pays prêts à assumer leur part de responsabilité et à trouver une solution à cette immense tragédie doivent montrer la voie à suivre.

Nous espérons tous qu'en cas de guerre ou de persécution, nous pourrions trouver refuge quelque part. C'est exactement ce qui est en jeu aujourd'hui.

Il nous appartient de demander à nos gouvernements d'agir. Nous sommes prêts à accueillir les réfugiés. Ils devraient l'être aussi.

*Salil Shetty, secrétaire général
@SalilShetty*

POUR EN SAVOIR PLUS

Découvrez notre nouvelle campagne *J'accueille !* en pages 6 à 9.

L'ÉQUIPE DU FIL

Rédacteur en chef : Richard Bunting

Contributeurs : Ben Beaumont, Tanny Chia, Joshua Franco, Kristin Hulaas Sunde, Clemency Norris, Shiromi Pinto, Lisa Van Wyk

Mise en page : Dina Silanteva

Photo : Richard Burton

Directrice de la rédaction : Caroline Stomberg



Une famille emprunte un passage à travers une clôture barbelée à Roszke, en Hongrie, à la frontière avec la Serbie. Septembre 2015

CAMPAGNE : RÉFUGIÉS

J'ACCUEILLE !

La solution à la crise mondiale des réfugiés commence avec ces quatre mots : J'accueille les réfugiés !

Les personnes contraintes de quitter leur foyer n'ont jamais été aussi nombreuses dans le monde.

Or, au lieu de montrer l'exemple et de protéger les personnes réfugiées, la plupart des pays leur claquent la porte au nez.

Les nations les plus riches laissent une poignée de pays faire face seuls à la quasi-totalité des 21 millions de réfugiés du monde. Certains médias et responsables politiques puissants manipulent la réalité et déshumanisent les personnes réfugiées, les présentant comme des « envahisseurs » sans visage en situation « illégale » qui sont une « menace pour la sécurité ».

Ils se dérobent à leur responsabilité de protéger les personnes qui fuient la violence, les persécutions et les conflits. Et chaque jour qui passe, leur indécision et leur inaction causent d'immenses souffrances humaines.

Si nous ne pouvons pas compter sur nos responsables politiques pour changer le monde, nous le ferons nous-mêmes.



© Ulet Ifansasti/Getty Images

LA POSSIBILITÉ DE TOUT RECOMMENCER

Selon notre sondage récent sur l'état d'esprit de personnes du monde entier, 80 % d'entre nous sommes prêts à accueillir des réfugiés dans nos pays, nos quartiers, nos villages, nos maisons.

Ensemble, nous formons un mouvement d'hommes et de femmes convaincus que ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui nous sépare.

Nous ne percevons pas les réfugiés comme une menace, mais comme des personnes dont la vie est menacée. Des personnes qui ont besoin d'un endroit sûr pour prendre un nouveau départ et d'une chance de contribuer à la société.

« *Mes aspirations dans la vie : un travail, l'indépendance, et être aux côtés de ceux que j'aime. Une vie normale, à l'abri du danger. C'est aussi simple que ça.* »

Sherihan, une réfugiée syrienne réinstallée en Norvège.

IL EST TEMPS D'AGIR

Notre réaction à la crise mondiale des réfugiés déterminera dans quel monde les générations futures et nous-mêmes allons vivre. L'histoire nous jugera sur la façon dont nous aurons géré la pire crise humanitaire de notre temps.

Saisissons cette occasion de défendre ce qui nous unit en tant qu'êtres humains et refusons de laisser la peur et les préjugés prendre le dessus.

La solution à la crise mondiale des réfugiés commence par un engagement simple et personnel, pris par chacun d'entre nous : « J'accueille les réfugiés ! »

Ensemble, envoyons un message fort aux responsables politiques du monde entier, pour qu'ils fassent le bon choix et s'entendent sur un plan de partage des responsabilités en matière de réfugiés. Sans attendre.

QUE DEMANDE AMNESTY INTERNATIONAL ?

Tous les pays peuvent aider à protéger les personnes réfugiées par le biais de la réinstallation, ainsi que d'autres voies sûres et légales. La réinstallation peut permettre de protéger les victimes de torture, par exemple, ou les femmes exposées en permanence à des risques de violences. Les voies sûres et légales incluent des « voies d'accès » à la sécurité que les gouvernements peuvent ouvrir dans les situations d'urgence, comme la crise des réfugiés syriens. Ils peuvent par exemple proposer :



William, 11 ans, est un réfugié vivant dans un camp du nord du Kenya. « Je suis né ici à Kakuma, mais je sais que nous possédions beaucoup de choses au Soudan. Nous avions trois bâtiments : un pour le bétail, une remise et notre maison. »



Hasan Remezonei et sa femme Farshita, en compagnie de leur bébé Asma et de leur fils Amir, photographiés en septembre 2016 dans le parc de Batam, en Indonésie, où ils vivaient depuis trois mois.



© Amnesty International

- Le regroupement familial, qui permet à des réfugiés de rejoindre des proches vivant déjà à l'étranger.
 - Des bourses et visas d'études, grâce auxquels des réfugiés peuvent entreprendre ou poursuivre des études.
 - Des visas médicaux permettant à des personnes gravement malades de recevoir des soins vitaux.
- L'ouverture de ces voies d'accès à bien plus de réfugiés permettra à ces derniers d'atteindre de nouveaux pays d'accueil de manière sûre et organisée.

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

Ignorer la plus importante crise humanitaire de notre époque ne résoudra rien et engendrera d'immenses souffrances humaines. S'ils acceptent de partager la responsabilité de la protection des réfugiés, nos gouvernements peuvent montrer l'exemple en investissant dans la vie et l'avenir des gens et en faisant ressortir ce qu'il y a de meilleur en chacun de nous. Participez à notre campagne *J'accueille !* : ensemble, changeons les choses et faisons de cet espoir une réalité.

PASSEZ À L'ACTION

Défendez les droits des réfugiés,
engagez-vous : <http://bit.ly/21WvIRp>

LA CRISE DES RÉFUGIÉS EN QUELQUES CHIFFRES



+ DE 21 MILLIONS
de réfugiés dans le monde fin 2015



86 %

des réfugiés vivent dans des pays aux revenus faibles ou moyens (source : HCR)



10 %

du nombre total de réfugiés devraient être réinstallés chaque année

CAMPAGNE : RÉFUGIÉS

MESSAGES DE GRÈCE : « NOS RÊVES SONT BRISÉS »

Près de 60 000 réfugiés et migrants sont encore bloqués en Grèce, en général dans des conditions épouvantables. Il est temps que les gouvernements européens cessent de détourner les yeux et commencent à protéger et à accueillir ces personnes.

Jamais la crise mondiale des réfugiés ne s'était autant retrouvée au cœur des préoccupations européennes qu'en 2015. Chassés par les persécutions et les conflits, anciens ou nouveaux, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants voyaient dans l'Europe un lieu sûr.

Un an plus tard, après les fermetures successives de frontières, plus aucune image des milliers de personnes traversant péniblement les Balkans ne nous parvient. Pourtant, la crise humanitaire demeure. Près de 60 000 réfugiés et migrants sont bloqués en Grèce, généralement dans des conditions épouvantables.

DES PROMESSES CREUSES, DES VIES EN SUSPENS

L'Europe est le bloc politique le plus riche au monde. Elle a les moyens et la capacité de protéger les réfugiés et de s'acquitter de ses obligations morales et juridiques.

L'UE dispose d'un programme interne de réinstallation. Il existe des solutions en matière de visas, ainsi que des procédures de regroupement familial pour les réfugiés dont des proches vivent en Europe. Pourtant, la plupart des États membres de l'UE freinent la mise en œuvre de ces mécanismes, voire s'y opposent activement.

Résultat : des souffrances humaines immenses qui pourraient être évitées.

Lorsque nous avons rencontré Golroz, sa grossesse était déjà bien avancée. Depuis des mois, cette Afghane était bloquée à

l'aéroport abandonné d'Elliniko, près d'Athènes. « Nous avons une vie en Afghanistan. Nous avons une ferme. Nous sommes partis à cause de la guerre. Nous ne pouvons pas revenir en arrière, mais nous ne pouvons pas non plus aller de l'avant. Nous sommes complètement bloqués. »

Basel est un coiffeur syrien qui vit à Nea Kavala avec ses deux fils et ses quatre filles, dont la plus jeune est née dans le camp. « Nous vivons très mal. L'eau est très sale et il n'y en a pas assez ; nous recevons trois litres par jour pour huit personnes. On nous donne de la nourriture, mais les réfugiés se sentent mal. Nous avons besoin de vivre comme des êtres humains. Il n'y a pas de WC dans les tentes, pas de médicaments. Les gens sont irrités. Nous sommes des êtres humains, pas des animaux. »

Dans les camps grecs, beaucoup d'enfants ont désespérément besoin de la sécurité d'un foyer. Mais ils veulent aussi la possibilité de poursuivre leurs études et de faire quelque chose de leur vie. Abdullah, un jeune Syrien de 16 ans, s'adresse aux dirigeants européens : « Nous sommes ici depuis 423 jours, sans espoir, sans éducation. Je veux pouvoir aller à l'école. »

PAS DE PRISE EN CHARGE DE CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Parmi les gens bloqués dans ces camps tentaculaires se trouvent des personnes âgées, dont certaines sont particulièrement fragiles. Bahar Salaman, Yézidie originaire d'Irak, a 91 ans et souffre de problèmes cardiaques. Elle ne pouvait pas marcher



Camp de réfugiés de Softex à Sindos, près de Thessalonique, juillet 2016. Plus de 1 800 personnes se trouvent là, originaires de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan et du Maroc.



Noura, une Syrienne de 6 ans, photographiée en juillet 2016. Bloquée en Grèce avec sa mère, ses deux frères et sa sœur, elle n'est pas allée à l'école depuis plus d'un an. Selon sa mère, Noura a perdu deux kilos depuis leur arrivée en Grèce. La famille espère rejoindre le père de Noura en Allemagne, mais ignore quand elle le pourra.



Alan et sa sœur Gyan, ici en juillet 2016, sont des Kurdes syriens. Ils souffrent tous les deux d'atrophie musculaire. Ils ont fui la Syrie à cause de la guerre et sont bloqués dans un camp de réfugiés en Grèce avec leur mère (photo) et deux autres membres de leur famille.



mais elle a suivi sa famille et a traversé la mer Égée, appelée « mer de la mort » par certains Yézidis, parce qu'elle a englouti tant de réfugiés. Son message est simple : « Je veux rejoindre ma fille en Allemagne. »

Il y a également Sarif, une Yézidie aveugle originaire d'Irak. Selon sa famille, elle a plus de 100 ans. Il est incroyable qu'une personne de cet âge vive depuis des mois sous une tente à Nea Kavala. Le fils de Sarif l'a portée sur son dos jusqu'en Turquie, pour échapper à « l'État islamique » (EI). Sarif ne peut pas se laver seule. Ses proches l'aident donc à le faire dans une baignoire de fortune fabriquée avec un pneu.

Alan (30 ans) et sa sœur Gyan (28 ans) sont des Kurdes syriens. Souffrant d'atrophie musculaire, tous deux se déplacent en fauteuil roulant. Après avoir gagné la Turquie à cheval à travers les montagnes, ils se sont rendus en Grèce pour rejoindre l'Allemagne, où leur père et leur jeune sœur se trouvent depuis 2015. Cependant, à leur arrivée en Grèce, la frontière nord avec la Macédoine avait été fermée aux réfugiés, anéantissant leurs espoirs. Alan a déclaré à Amnesty International : « Le HCR nous a dit que les frontières étaient fermées pour tous, même les femmes enceintes ou les personnes handicapées. Personne ne peut passer. En un instant, tous mes rêves ont été brisés. »

LES DIRIGEANTS EUROPÉENS DOIVENT AGIR DÈS MAINTENANT

Face aux souffrances de ces personnes, des milliers d'autres ont réagi, en Grèce et ailleurs dans le monde. Des personnes seules, des groupes et des ONG se sont rendus sur les côtes des îles grecques pour prodiguer une aide humanitaire de base. D'autres ont aidé les gardes-côtes grecs à porter secours à des milliers de personnes en mer.

Partout sur le continent, de simples citoyens ont témoigné leur solidarité à l'égard d'une partie des personnes les plus vulnérables au monde. Ils leur ont ouvert les bras, et parfois même leur porte. Le moment est venu pour les gouvernements européens de cesser de détourner le regard et d'honorer leurs obligations juridiques et morales.

Si la Grèce et ses partenaires européens n'agissent pas de toute urgence pour assumer leur part de responsabilité, améliorer les conditions de vie des milliers de personnes piégées dans le pays et leur offrir un lieu sûr, cette tragédie va s'installer dans la durée.

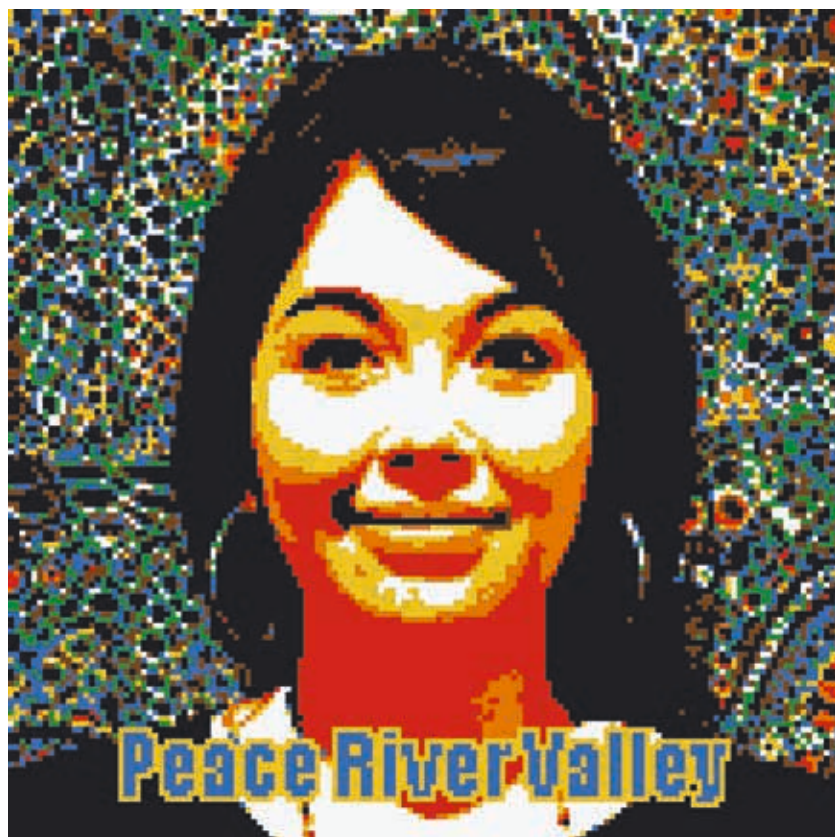
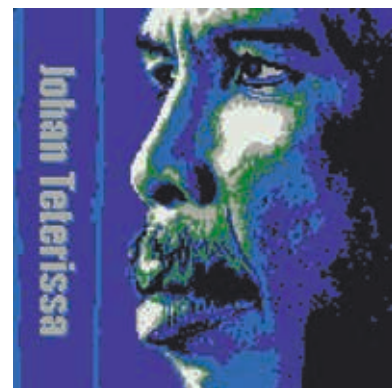
PASSEZ À L'ACTION

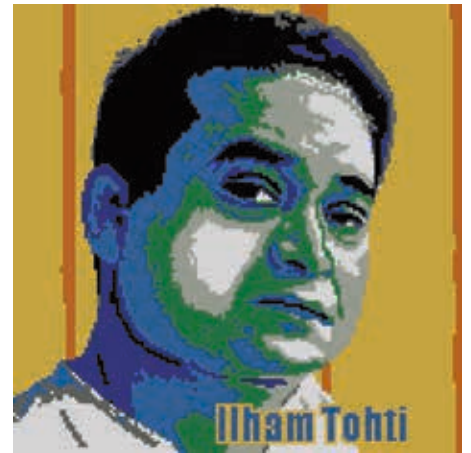
Montrez votre solidarité. Écrivez un message personnel à des réfugiés comme Alan. <http://bit.ly/2dpBYfS>

ÉCRIVEZ COMME SI DES VIES EN DÉPENDAIENT

Une lettre peut parfois changer une vie. C'est le principe d'*Écrire pour les droits*, la campagne mondiale de rédaction de lettres d'Amnesty, dont le coup d'envoi sera donné en décembre.

Des personnes du monde entier vont écrire pour en défendre d'autres qui ont été privées de leurs libertés. Dans de nombreux pays, les libertés – liberté de dénoncer l'injustice, de vivre sur la terre de ses ancêtres, de ne pas faire l'objet de discrimination – sont menacées. Mais, avec votre aide, ceux qui maltraitent et torturent seront traduits en justice. Et ceux qui sont injustement détenus goûteront à nouveau à la liberté.





C'est une première dans l'histoire d'Écrire pour les droits : Amnesty International et l'artiste Ai Weiwei, dont la réputation n'est plus à faire, s'associent pour vous présenter cet ensemble de portraits unique. Voici quelques-unes des nombreuses personnes pour les droits desquelles nous allons écrire cette année.

VOS MESSAGES ONT CHANGÉ DES VIES

L'an dernier, des sympathisants d'Amnesty du monde entier ont envoyé 3,7 millions de lettres, messages, courriels, tweets, etc. dans le cadre de la campagne *Écrire pour les droits*. Et, devinez ? Vos messages ont joué un rôle décisif.



Le défenseur de la démocratie Fred Bauma (à droite) a été libéré en août 2016 après 17 mois de détention.



De l'Afghanistan à la Zambie, des militants déterminés, des étudiants, des écoliers et bien d'autres encore ont participé à l'édition 2015 d'*Écrire pour les droits*. Ensemble, ils ont réclamé le changement en faveur de personnes et de populations victimes de terribles atteintes à leurs droits humains. Et cela a porté ses fruits, de manière spectaculaire. Voici cinq personnes dont la vie a été transformée grâce à vos messages.

En février 2016, aux États-Unis, Albert Woodfox a enfin recouvré sa liberté, 44 ans après avoir été placé à l'isolement. Plus de 240 000 personnes ont exigé sa libération et lui ont adressé des messages de soutien dans le cadre d'*Écrire pour les droits*. « Vos messages, qui ont franchi les murs de la prison, m'ont apporté énormément de force, a déclaré Albert. J'aimerais remercier tous les membres d'Amnesty International et ses sympathisants pour tout le travail magnifique accompli en notre nom. »

Phyoe Phyoe Aung est sortie de prison en avril 2016. Des sympathisants d'Amnesty du monde entier ont écrit plus de 394 000 lettres, courriels et autres messages en sa faveur. La nouvelle est arrivée après que le nouveau gouvernement



Des jeunes participent à Écrire pour les droits à la Nouvelle-Orléans aux États-Unis.



Albert Woodfox lève le poing en sortant du centre de détention de West Feliciana, en Louisiane, aux États-Unis, après 44 ans à l'isolement.



Yecenia Armenta, en prison, lit des messages envoyés par des sympathisants. Janvier 2016.



du Myanmar a annoncé qu'il allait s'efforcer de libérer tous les prisonniers d'opinion. Un tribunal a abandonné les charges pesant sur Phyo Phyo Aung et des dizaines d'étudiants ayant participé aux manifestations de mars 2015. Dans une lettre adressée aux sympathisants (voir p. 29), Phyo Phyo écrit : « Je tiens à remercier du fond du cœur chacune et chacun d'entre vous, pas juste pour vos efforts en faveur de ma libération et celle des autres prisonniers, mais aussi pour nous avoir permis de garder espoir et foi en nos opinions. »

Dans le nord du Mexique, Yecenia Armenta a été libérée de prison en juin 2016. Placée en détention le 10 juillet 2012, pendant 15 heures elle a été frappée, pratiquement asphyxiée, violée, et obligée à « avouer » son implication dans le meurtre de son mari. Nous lui avons transmis plus de 8 000 de vos lettres et messages : « Quand je reçois toutes ces lettres qui m'assurent que je ne suis pas seule, je me sens bien. Je me dis : "Oui, c'est vrai, je ne suis pas seule. Ils me soutiennent vraiment." C'est galvanisant de savoir qu'il existe des gens qui se sentent concernés par les droits des autres. Ils ne me connaissent même pas ! »

Fred Bauma et Yves Makwambala ont été libérés fin août 2016. Pas moins de 170 000 personnes sont intervenues en faveur de ces militants de République démocratique du Congo. « Je suis heureux d'être enfin libre, après plus de 17 mois d'emprisonnement », a déclaré Fred. « Chaque lettre, chaque visite, chaque mot nous a rendus plus forts et a renforcé notre détermination à mener cette longue mais juste bataille pour la liberté et la démocratie, a ajouté Yves. Merci encore. »

Si ces cinq personnes ont retrouvé la liberté, c'est grâce au soutien enthousiaste de tous les participants d'*Écrire pour les droits* l'an dernier. Mais cela ne s'arrête pas là. Plus de 500 000 d'entre vous ont également protégé les jeunes femmes et les filles du Burkina Faso, avec succès ! Le ministère de la Justice burkinabè a confirmé l'engagement du gouvernement à éradiquer le mariage précoce et forcé, ajoutant qu'il s'y était senti contraint après avoir « reçu des lettres, courriels et courriers du monde entier ».

PASSEZ À L'ACTION

Écrire pour les droits, ça marche ! Rejoignez-nous. <http://bit.ly/2ebmV8q>



Ahmed Abu Seif, ami d'enfance de Shawkan, à Chicago, où il vit aujourd'hui. Septembre 2016.



Un portrait d'Ahmed et Shawkan enfants.



© Amnesty International



UNE PARTIE DE MOI N'EST PAS LIBRE

Ahmed Abu Seif parle de son ami d'enfance, Shawkan, journaliste, incarcéré pour avoir pris des photos lors d'une manifestation en Égypte.

Shawkan et moi sommes des amis de toujours. Il encourt la peine de mort ou la perpétuité simplement pour avoir pris des photos. Il couvrait une manifestation organisée en août 2013 par des partisans du président déchu Mohamed Morsi.

Il prenait des photos avec deux journalistes, un Américain et un Français. Il n'était même pas avec les manifestants. Les forces de sécurité sont arrivées et les ont arrêtés. Au bout de quelques heures, ils ont relâché le Français et l'Américain, mais comme Shawkan est Égyptien, ils l'ont mis avec les manifestants. Depuis, il est en prison.

J'ai peur qu'il n'y meure.

À son 600^e jour de prison, Shawkan a écrit dans une de ses lettres : « Notre dignité est restée à la porte de la prison. » Il a décrit la cellule qu'il partage avec 12 codétenus. Elle mesure

trois mètres sur quatre. Il dort à même le carrelage froid. Certains dorment dans le cabinet de toilette : la cellule ne peut pas accueillir tout le monde.

Il a des problèmes de santé. L'hépatite C. Sans soins médicaux, sans médicaments, je crains le pire.

Chaque chose que je fais, chaque endroit où je vais... il m'arrive de les voir avec les yeux de Shawkan. Ça fait mal. Ça fait mal de dire que je suis libre alors que lui est toujours en prison. J'ai l'impression qu'une partie de moi n'est pas libre.

PASSEZ À L'ACTION

Demandez à l'Égypte d'abandonner toutes les charges retenues contre Shawkan et de le relâcher immédiatement.

www.amnesty.org/fr/writeforrights



TENIR SES PROMESSES



Des manifestants s'opposent au projet de barrage hydroélectrique qui menace la vallée de la Paix dans l'ouest du Canada.



Plus de 80 kilomètres de vallée seraient inondés si le barrage voit le jour.

Helen Knott rappelle l'obligation pour le gouvernement canadien d'honorer sa promesse de protéger le mode de vie des habitants de la vallée de la rivière de la Paix, menacée par un projet de barrage hydroélectrique.

Helen Knott ne peut pas parler de l'importance de la vallée de la rivière de la Paix sans évoquer sa grand-mère. Et le temps qu'elles ont passé ensemble sur ces terres à écouter des histoires transmises de génération en génération. À apprendre ce qu'il faut savoir pour vivre dans cette vallée. Et à faire en sorte que ce savoir puisse être transmis à son propre fils.

« Toutes les histoires de ma grand-mère sont liées à cette terre, confie Helen. C'est comme ça pour nos anciens. Il faut être sur place pour pouvoir partager ces souvenirs. »

DES TERRES ANCESTRALES MENACÉES

Aujourd'hui, ces terres sont menacées. L'exploitation des ressources naturelles a transformé une bonne partie du nord-est de la Colombie britannique, province de l'ouest du Canada où des peuples autochtones (Dene Tsaas, Cris et Métis) chassent, pêchent, et cueillent des baies et des plantes médicinales.

La vallée de la rivière de la Paix offre quelques-unes des dernières étendues où les peuples autochtones peuvent se déplacer librement et vivre selon leurs coutumes. Aujourd'hui, ces lieux sont menacés par la construction d'un énorme barrage hydroélectrique baptisé « site C ».



C'est l'un des grands projets d'exploitation des ressources naturelles du Canada : s'il voit le jour, le site C transformera plus de 80 kilomètres de la rivière de la Paix en retenue d'eau, noyant ses îles et inondant ses affluents.

UN BRAS DE FER JURIDIQUE

Les Premières nations concernées, notamment celles de West Moberly et Prophet River, ont contesté le projet devant la justice. Elles estiment qu'il bafoue les droits inscrits dans leur traité avec le Canada. En dépit de ces recours, l'entreprise publique BC Hydro a poursuivi la préparation du site.

L'arrière-arrière-grand-père d'Helen était l'un des signataires du Traité 8 voilà plus d'un siècle. Au départ, explique Helen, l'idée était de permettre aux peuples autochtones et non-autochtones de vivre côte à côte tout en protégeant la culture, les traditions et l'identité des Premières nations. En s'opposant au site C, Helen déclare qu'elle honore l'objectif initial du traité.

Tel est le message qu'Helen Knott et d'autres membres des communautés signataires du Traité 8 ont adressé au Parlement canadien le 13 septembre, jour anniversaire de l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Des membres d'Amnesty se sont joints à eux en remettant des pétitions et des cartes postales signées par plus de 87 000 personnes soutenant l'appel à stopper le projet.

PASSEZ À L'ACTION

Demandez au Canada d'ordonner l'arrêt du projet du site C :
www.amnesty.org/fr/writeforrights



Annie Alfred et ses camarades de classe. Annie est née atteinte d'albinisme, une particularité héréditaire qui empêche les cellules de sa peau de produire suffisamment de couleur.



Annie chez elle avec sa mère, en mai 2016.



Entre 7 000 et 10 000 personnes sont atteintes d'albinisme au Malawi. Beaucoup craignent pour leur vie, à l'heure où les attaques les ciblant se multiplient.



UNE ENFANT COMME UNE AUTRE

Annie Alfred est comme toutes les petites filles de 11 ans du Malawi. Pourtant, certains attribuent à son corps des pouvoirs magiques et seraient prêts à la tuer pour les obtenir. Elle nous raconte sa vie d'enfant albinos chez elle.

Je sais pourquoi ma peau est blanche : c'est parce que Dieu m'a créée ainsi. Je ne me sens pas différente, mais il y en a dans mon école qui me traitent mal. Je n'ai pas beaucoup de copains à l'école.

Il y en a qui m'appellent "Napwere" [tomate oubliée au jardin], "Mzungu" [la blanche] et "l'albinos".

Un jour, je suis allée voir le directeur après qu'une fille m'a appelée comme ça à l'école. Le directeur a appelé la police et la fille est partie en courant.

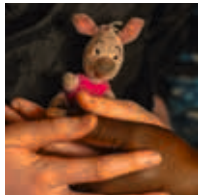
J'étais très triste parce que je me demandais pourquoi on me traitait comme si je n'étais pas un être humain. J'ai dit que, la prochaine fois, j'irai à la police moi-même.



Quand je vois des gens qui ont la peau blanche, je suis triste à cause de ce qui se passe en ce moment. Il y a eu des meurtres, des gens ont coupé d'autres gens en morceaux et ont essayé de les vendre en disant que c'était de l'argent.

Je veux que les gens arrêtent de tuer les personnes albinos parce qu'on vit dans la peur, on a peur d'aller à l'école ou de jouer avec nos copains.

Pourtant, j'adore aller à l'école parce que j'aime travailler dur. Plus tard, je veux être infirmière à l'hôpital.



Un des jouets préférés d'Annie. Sur la seule année 2015, on a signalé 45 cas de meurtre ou d'enlèvement ou de tentative de meurtre ou d'enlèvement de personnes albinos au Malawi.



Annie Alfred et sa meilleure amie à l'école. Certains croient que les os des personnes albinos peuvent les rendre riches.



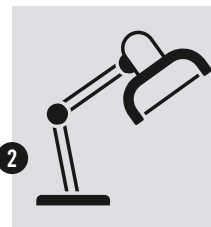
Toutes les photos © Lawilink/ Amnesty International

PARTICIPEZ !

Écrire pour les droits : comment ça marche ?



1 Des militants dans plus de 200 pays et territoires...



... participent à toutes sortes d'événements dans des cafés, des écoles, des maisons de quartier...



3 ... lors desquels des sympathisants écrivent des millions de lettres, de courriels et de tweets et signent des pétitions...



... en faveur de personnes victimes de torture, privées de refuge ou encore emprisonnées pour s'être exprimées...



5 ... et font pression sur des gouvernements, des dirigeants et des décideurs...



... tout en exprimant leur soutien envers les personnes et leur famille...



7 ... aidant ainsi à changer les choses : des militants sont libérés, des tortionnaires condamnés, des lois injustes modifiées.

PASSEZ À L'ACTION


Demandez au Malawi de protéger les personnes atteintes d'albinisme contre les homicides : www.amnesty.org/fr/writeforrights

POUR EN SAVOIR PLUS, RENDEZ-VOUS SUR www.amnesty.org/fr/writeforrights

APERÇU : AFRIQUE DU SUD

TÉMOIGNAGES DE MARIKANA





Depuis 2012, Amnesty milite pour la justice après des manquements graves de la police qui se sont soldés par un bain de sang lors d'une grève à la mine Lonmin de Marikana, en Afrique du Sud. Une nouvelle exposition de portraits raconte l'histoire des victimes.



*La colline où les mineurs se réunissaient
tous les jours et où la police a ouvert le feu le
16 août 2012*



En août 2012, 44 personnes ont trouvé la mort lors d'une grève à la mine Lonmin de Marikana, en Afrique du Sud : des mineurs s'étaient rassemblés à proximité de la mine pour réclamer un salaire mensuel de 12 500 rands.

Des actes de violence et d'intimidation, ont été commis dès le début de la grève, à la fois par des mineurs et des agents de sécurité de Lonmin. Entre le 12 et le 14 août, des grévistes ont tué deux agents de sécurité de Lonmin et trois mineurs non-grévistes. Le 13 août, un affrontement a opposé plusieurs centaines de mineurs à des membres de la police nationale sud-africaine. Trois grévistes et deux policiers ont été tués.

Pendant cette flambée de tension et de violence, la direction de Lonmin et des responsables syndicaux ont demandé aux autorités de renforcer la présence policière dans le secteur de la mine.

Au cours d'une réunion secrète qui s'est tenue près de Johannesburg le 15 août, des hauts fonctionnaires de la police ont pris la décision de disperser, désarmer et arrêter les grévistes le lendemain. Les mineurs déposeraient les armes de gré ou de force. Nul n'ignorait qu'une telle opération se solderait presque inévitablement par des morts et des blessés.

La commission d'enquête sur Marikana a établi que la « cause décisive » de la fusillade du 16 août avait été la décision

illégitime prise par ces hauts fonctionnaires lors de cette réunion secrète. Amnesty International a souligné le caractère illégitime de cette décision au regard du droit national et international dans un rapport en août 2014.

Pendant l'opération de police du 16 août, 34 mineurs grévistes ont été tués et plus de 70 autres ont été blessés. Près de 270 personnes ont été arrêtées. Il s'agit de la fusillade la plus meurtrière impliquant la police depuis la fin de l'apartheid.

LA JUSTICE EN SUSPENS

Durant près de trois ans, le temps que la commission d'enquête entende les témoins, délibère et publie ses conclusions, personne n'a eu de comptes à rendre. Quelques années plus tard, un premier pas vers la justice en faveur des victimes a été fait.

Depuis 2012, Amnesty mène un travail de campagne sur les manquements graves de la police ayant entraîné ces décès, et demande que toutes les responsabilités soient établies et que les victimes et leurs familles soient indemnisées. Ce travail se poursuit.

Si les décès survenus à Marikana ont été au cœur des travaux de la commission, celle-ci s'est également penchée sur le contexte des événements d'août 2012, et en particulier sur les conditions de logement et de vie des mineurs. Au cours de l'enquête, Lonmin



Les obsèques d'Ayabonga Jokanisi, qui s'est suicidé après la mort de son père, le mineur Semi Jokanisu, pendant la grève. Son grand-père, Goodman, travaille encore à la mine Lonmin. C'est lui qui s'occupe aujourd'hui des autres enfants de Semi. « Mes petits-enfants portent encore en eux la mort de leur père. »



Le quartier informel de Nkaneng, où de nombreux employés de Lonmin vivent sans électricité ni eau courante.



Siphete Patsha, mineur, chez lui dans le quartier informel de Nkaneng, où vivent de nombreux employés de Lonmin. Il a survécu à la fusillade, mais a perdu un gros orteil en s'enfuyant. Il dénonce le fait que ses conditions de vie ne se sont pas améliorées depuis 2012. « Je voyais les policiers entrer dans les bosquets et tirer sur les gens qui s'y cachaient, explique Patsha. Je ne pensais qu'à une chose, à mes enfants, je me disais que j'allais les abandonner, que j'allais mourir. »

a reconnu que les conditions de vie à Nkaneng et dans d'autres quartiers informels autour de la mine étaient « révoltantes ».

Amnesty estime que Lonmin est parvenue à se soustraire à toute responsabilité concernant la mise à disposition de maisons et l'amélioration des conditions de vie de ses employés vivant à Nkaneng et dans d'autres quartiers informels, et que ces conditions de vie expliquent en partie les événements d'août 2012.

Amnesty a travaillé avec le photojournaliste Paul Botes et le journaliste Niren Tolsi pour exposer des portraits des victimes de la fusillade de Marikana, les mineurs comme les policiers et les agents de sécurité.



Toutes les photographies sont de Paul Botes.

DOSSIER : SYRIE

« CELA VOUS DÉTRUIT »

Depuis 2011, des milliers de personnes sont mortes dans des centres de détention de Syrie. Des dizaines de milliers d'autres ont subi des actes de torture épouvantables.

Des personnes meurent de faim, n'ont pas accès aux soins les plus élémentaires et meurent de coupures infectées et d'ongles incarnés. Beaucoup ont été rouées de coups, violées ou électrocutées. Ces sévices, et d'autres encore, ont souvent pour but l'extorsion d'« aveux ».

Toute personne soupçonnée de s'opposer au gouvernement syrien est en danger. Les ouvriers, les entrepreneurs, les étudiants, les blogueurs, les professeurs d'université, les avocats, les médecins et les journalistes. Les personnes qui viennent en aide à leurs voisins. Les militants qui défendent les minorités.

À l'heure où Amnesty demande à la Syrie de mettre un terme à l'horreur qui règne dans ses prisons, un rescapé a réalisé une série d'illustrations qui font froid dans le dos.



Vue satellite de la prison de Saidnaya, l'un des pires centres de détention de Syrie.







Le passage à tabac infligé aux nouveaux arrivants est appelé la « fête de bienvenue ».

« On a tous été roués de coups. Ils ont utilisé des câbles en plastique et en métal, même des câbles électriques... Ils n'ont épargné personne. J'ai vu un vieil homme qui se faisait frapper encore plus fort que nous. »

Un avocat à propos de la « fête de bienvenue » dans une prison



La torture dite du « pneu » consiste à faire rentrer la personne de force dans un pneu, le front contre les genoux ou les chevilles, et à la battre.

« Ce genre de torture vous enlève votre dignité. Elle vous détruit... Chaque fois que j'y repense, j'ai peur. Mon pouls s'accélère rien qu'en y repensant. »

Un professeur d'arabe, âgé d'un peu plus de 25 ans, qui a subi la torture du « pneu »



Il y a aussi la torture du « tapis volant » : la personne est attachée sur le dos à une planche pliante dont les deux extrémités se rejoignent progressivement.

« J'ai cru que j'allais mourir là-bas. »

Un ingénieur d'environ 25 ans qui a subi la torture du « tapis volant »





Certaines personnes souffrent de graves troubles mentaux à cause de la surpopulation. Selon certains témoignages, il peut parfois y avoir plus de 50 personnes dans une cellule de neuf mètres carrés.

« *Lorsqu'ils m'ont fait entrer, ce ne sont pas des gens mais des vers que j'ai vus, grouillant et se mélangeant les uns aux autres.* »

Un ancien détenu décrivant la surpopulation carcérale



D'anciens détenus parlent d'un cycle sans fin de passages à tabac, durant le trajet jusqu'à la prison, pendant les transferts entre les centres de détention, et parfois chaque jour, au moindre « manquement » aux règles.

« *Ils m'ont torturé avec tout ce qu'il avaient. un bâton électrique, j'ai tremblé comme un lapin. Ça ressemble à un Taser, on voyait l'électricité passer d'une électrode à l'autre.* »

Un ingénieur d'environ 25 ans

Illustrations : © Amnesty International/Mohamad Hamdoun

PASSEZ À L'ACTION

Ensemble, nous devons mettre fin à l'horreur des prisons syriennes. Pour commencer, le gouvernement syrien doit absolument laisser des observateurs indépendants enquêter sur ces centres de détention. Envoyez un courriel dès maintenant : <http://bit.ly/2aZCH96>



🕒 ENTRETIEN-MINUTE

CHANGER LES CHOSES N'EST PAS FACILE, MAIS NE BAISSÉZ PAS LES BRAS



Joshua Wong est arrêté par la police de Hong Kong après avoir couru dans une rue que devait emprunter le cortège de l'homme politique chinois Zhang Dejiang. Mai 2016.

Pendant près de deux ans après les manifestations du « mouvement des parapluies » à Hong Kong, Joshua Wong, étudiant et militant en vue, a vécu sous la menace d'une peine de prison. En juillet, il a été déclaré coupable de « participation à un rassemblement illicite » et risquait la prison. Il a finalement été condamné à des travaux d'intérêt général. Le ministère public a fait appel de cette décision.

Vous militez depuis l'âge de 13 ans. Qu'est-ce qui vous a motivé ?

Je voulais prouver que la politique n'est pas réservée aux plus âgés. L'avenir de la société appartient aux jeunes. Dès lors, pourquoi ne pas s'intéresser à la politique et s'engager pour obtenir le changement et des réformes ?

Vous êtes visé par des poursuites judiciaires depuis deux ans. Qu'est-ce que ça a changé ?

Ça a bouleversé ma vie. Même mes examens [universitaires] ont dû être repoussés à cause des audiences. Je dois encore comparaître dans d'autres affaires, ce n'est pas une période facile.

Comment réagit votre famille ?

Ma famille s'est montrée souple et me soutient, mais je pense qu'elle est inquiète. Mais elle sait que c'est l'État qui force les étudiants à employer des moyens plus novateurs pour lutter en faveur de la liberté et de la démocratie.

Les choses ont-elles changé pour la liberté d'expression et de réunion pacifique à Hong Kong depuis 2014 ?

Les valeurs universelles perdent du terrain avec l'ingérence du Parti communiste chinois, sous la forme de censure politique ou d'interdictions de se présenter aux élections.

La route est semée d'embûches pour vous, n'est-ce pas ?

Entre les critiques des médias pro-Pékin, mon adresse et mon numéro de téléphone diffusés sur Internet, une lettre envoyée à ma famille et le fait de ne pas pouvoir entrer en Chine continentale, ce n'est pas facile. Mais ce n'est pas grand chose comparé aux pressions subies par les militants de Chine continentale.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes militants qui espèrent faire bouger les choses ?

Les militants du monde entier évoluent dans des contextes politiques et culturels différents. La situation varie d'un pays à l'autre, mais nous croyons aux mêmes valeurs universelles : la démocratie, la liberté et les droits humains. Ce n'est pas une période facile pour les militants, mais nous devons nous rappeler que beaucoup de gens dans le monde s'engagent en faveur du changement et du progrès dans la société. Ce n'est pas le moment de baisser les bras.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://bit.ly/2e7tJYK>

<http://bit.ly/2d07NID>



UNE LETTRE DE PHYOE PHYOE AUNG

Étudiante et militante au Myanmar, Phyo Phyo Aung, qui figurait dans l'édition 2015 d'*Écrire pour les droits*, a envoyé ses remerciements aux sympathisants d'Amnesty.

Chères amies, chers amis,

Je m'appelle Phyo Phyo Aung. Vous êtes nombreux à vous être mobilisés pour demander ma libération et à m'avoir envoyé des lettres de soutien durant mon incarcération. Depuis que j'ai été libérée, je tenais à vous répondre à tous et je m'excuse de ne le faire que maintenant.

En tant que fille d'un ancien prisonnier politique, je connais très bien le nom d'Amnesty International. Dès mon plus jeune âge, j'avais entendu parler de vos campagnes pour libérer les prisonniers d'opinion, notamment Aung San Suu Kyi.

En 2015, j'ai moi-même été adoptée par Amnesty comme prisonnière d'opinion. J'ai par la suite reçu énormément de cartes postales, de cartes faites à la main avec des dessins d'animaux adorables et des messages chaleureux, des lettres d'encouragement et de magnifiques poèmes venant de personnes du monde entier. Je continue à recevoir vos lettres par le biais d'Amnesty, ainsi que par d'autres organisations de défense des prisonniers politiques. Je compte rassembler certains de ces courriers pour créer une archive de l'histoire des prisonniers politiques.

Je suis très reconnaissante envers Amnesty et toutes les personnes qui ont participé à la campagne demandant ma libération. Les mouvements internationaux comme Amnesty font pression sur les gouvernements pour obtenir la liberté physique des personnes emprisonnées, et lancent des campagnes de solidarité qui représentent un soutien moral non négligeable.

Ces organisations n'oublient jamais les personnes qui subissent des injustices dans leur combat pour la démocratie et les droits humains. Nous devons être forts et nous souvenir de l'importance de lutter tous ensemble.

Je tiens à remercier du fond du cœur chacune et chacun d'entre vous, pas juste pour vos efforts en faveur de ma libération et celle des autres prisonniers, mais aussi pour nous avoir permis de garder espoir et foi en nos opinions. » J'espère qu'ensemble nous continuerons de lutter jusqu'à ce que notre rêve commun de droits humains et de justice pour tous soit une réalité.

Bien cordialement, Phyo Phyo Aung

« **CHAQUE LETTRE,
CHAQUE MOT A
RENFORCÉ NOTRE
DÉTERMINATION À
MENER CETTE BATAILLE
POUR LA LIBERTÉ** »

*Yves Makwambala, jeune militant,
République démocratique du Congo*